

CONCOURS RESTREINT- PHASE CANDIDATURE
25MPROG01

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

POUVOIR ADJUDICATEUR

Musée national de la Marine
17, place du Trocadéro
75116 PARIS

OBJET

Prestations de conception de la scénographie de l'exposition temporaire
« *Profondeurs* » (titre de travail)
Salle d'exposition temporaire du MnM – site de Chaillot

CODE CPV

92521100 – Services d'exposition dans les musées

PROCÉDURE

Procédure adaptée restreinte en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et
suivants du code de la commande publique

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES CANDIDATURES

Le 17 mars 2025 – 12h30

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION POUR LA PHASE 1	5
ARTICLE 8 : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	6
ARTICLE 9 : CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES CANDIDATURES	7
ARTICLE 11 : MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	7
Article 11.1 : Date et heure limites de remise des candidatures	7
Article 11.2 : Présentation des plis	7
ARTICLE 12 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES (PHASE 1).....	8
ARTICLE 13 : VISITE OBLIGATOIRE LORS DE LA PHASE DE L'OFFRE (PHASE 2)	9
ARTICLE 14 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'OBTENTION (PHASE 2)	10
Article 14.1 : Eléments relatifs à l'offre	10
Article 14.2 : Modalités de remise des offres	11
Article 14.3 : Date limite de réception des offres	11
Article 14.4 : Délai de validité des offres	11
ARTICLE 15 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
Article 15.1 : Demandes de renseignements	11
Article 15.2 : Modifications apportées au dossier de consultation	12
ARTICLE 16 : CRITERES DE SELECTION (PHASE 2).....	12
Article 16.1 : Critères de jugement des offres	12
16.1.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables	12
16.1.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse	12
Article 16.2 : Comparaison pour la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse	12
ARTICLE 17 : VERSEMENT D'UNE PRIME	13
ARTICLE 18 : CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHE	13

ARTICLE 19 : TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES	15
ARTICLE 20 : ABANDON DE PROCEDURE	16

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public du musée national de la Marine, représenté par son Directeur, Thierry Gausseron. L'établissement a son siège social au Palais de Chaillot, 17 place du Trocadéro et du 11 novembre, 75116 Paris et est immatriculé sous le numéro de SIRET n°180 090 029 00018.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le musée national de la Marine (ci-après dénommé « MnM ») programme une exposition intitulée « *Profondeurs* » (titre de travail) dans la salle d'exposition temporaire (environ 830 m²) au Palais de Chaillot à l'automne 2026. Dates prévisionnelles à confirmer: du 14 octobre 2026 (date d'ouverture au public – date d'inauguration: 13 octobre 2026) au 28 février 2027.

Le marché de conception scénographique a pour objet la conception de la scénographie, la conception-graphique des éléments de signalétique, la conception lumière, la fourniture des préconisations et la définition des dispositifs nécessaires à la diffusion des œuvres audiovisuelles et sonores, l'accompagnement pour la mise en œuvre des dispositifs de médiation in situ, la supervision et le suivi de la réalisation de l'ensemble (fabrication, installation, maintenance) de l'exposition « *Profondeurs* ».

La supervision des opérations de démontage, d'éventuelles évacuations, recyclage et destruction des éléments démontés et de remise en état des éléments pérennes de l'espace ne relèvent pas du titulaire du présent marché. Le suivi de ces opérations est à effectuer par des prestataires extérieurs et le suivi de ces opérations est assuré par les équipes du MnM.

L'ensemble des opérations de fabrication et réalisation, démontage compris devra toutefois être prévu aux marchés de travaux et effectuées par des prestataires extérieurs, le MnM ne disposant pas d'équipes techniques pouvant les prendre en charge.

Le commissariat de cette exposition est assuré par Louise Contant, cheffe du département des Collections et Clémence Laurent, chargée des collections au service de la conservation du musée national de la Marine.

L'exposition présente une grande variété d'œuvres, majoritairement en trois dimensions du domaine des beaux-arts et des sciences et techniques ainsi que quelques installations d'art contemporain. Le parcours accueille également des dispositifs audiovisuels et de médiation.

Le nombre d'œuvres est d'environ 230.

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le montant de l'enveloppe travaux est fixée à 300 000 euros TTC (cf. article V du CCTP). Le montant de la présente prestation de conception scénographique, objet du présent marché, est fixé à 19% maximum du montant des travaux TTC.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée « restreinte » en application des dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 du code de la commande publique.

La présente consultation se déroule en deux phases :

- **La phase Candidature (phase 1)** a pour objet l'examen des candidatures puis la sélection par le jury du concours. Cette phase permet d'arrêter une liste de trois (3) candidats maximum admis à présenter une offre, selon les dispositions de l'article 11 du présent règlement de consultation.

Elle comprend :

- la remise des candidatures selon les dispositions de l'article 11 ;
- l'examen des candidatures par le jury du concours.

- **La phase Offre (phase 2)** a pour objet de sélectionner une équipe pour la conception de la scénographie de l'exposition temporaire « *Profondeurs* » (titre de travail) selon les dispositions de l'article 14 et des critères de sélection définis à l'article 17.

Elle comprend :

- l'envoi d'un dossier de consultation aux trois (3) candidats maximum sélectionnés en phase 1 admis à concourir ;
- la visite obligatoire du site d'exposition ;
- la remise des offres ;
- l'examen des offres par le pouvoir adjudicateur.

Les trois candidats retenus seront conviés à présenter leur offre lors d'un comité de sélection le 19 et 30 mai 2026 (dates prévisionnelles à confirmer). Les modalités leur seront communiquées par le MnM.

ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées sur le site parisien du musée national de la Marine : Palais de Chaillot – 17 place du Trocadéro, 75116 Paris.

ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT

Sans objet.

ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION POUR LA PHASE 1

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCC) pour la phase 1 est constitué des éléments suivants :

- Le présent Règlement de consultation de la phase candidature (RC) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Dates clé du planning de réalisation de la Prestation
 - o Annexe 2 : Pré programme scénographique de l'exposition avec indication des œuvres majeures et de la liste prévisionnelle des œuvres

- Annexe 3a : Cahier des charges d'exploitation de l'espace d'expositions temporaires et des espaces logistiques
 - Annexe 3b : Cahier des plans de l'espace d'expositions temporaires et des espaces logistiques
 - Annexe 4 : Cahier des charges de mise en accessibilité des expositions temporaires
 - Annexe 6 : Note sur la signalétique de l'exposition
- Les formulaires DC1 et DC2.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCC mais doivent cependant compléter certaines pièces.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition du dossier qu'ils ont téléchargé. A l'issue de cette vérification, le(s) candidat(s) qui constateraient une erreur ou omission dans les pièces mentionnées, devront prendre contact avec le MnM.

Aucune prolongation de délai ne sera admise sur ce motif.

Les échanges avec les soumissionnaires se dérouleront exclusivement sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

La plateforme de dématérialisation PLACE permet l'envoi de lettres recommandées électroniques, pour la communication avec les soumissionnaires. La valeur probante des lettres recommandées électroniques est équivalente à celles des lettres recommandées adressées par voie postale. Le système d'horodatage mis en œuvre par la plateforme permet en effet de garantir la traçabilité des échanges.

Le candidat doit s'assurer qu'il est en mesure de vérifier régulièrement les messages reçus via la plateforme PLACE.

Le Musée national de la Marine ne peut être tenu responsable si le candidat a communiqué une adresse électronique erronée, s'il n'a pas vérifié ses messages en temps et en heure ou s'il n'a pas procédé au retrait d'une lettre recommandée électronique.

ARTICLE 8 : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Sans objet.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

ARTICLE 10 : DELAI DE VALIDITE DES CANDIDATURES

Le délai de validité des candidatures est de six (6) mois à compter de la date limite de réception des candidatures.

ARTICLE 11 : MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES

Article 11.1 : Date et heure limites de remise des candidatures

La date limite de réception des candidatures est fixée au **17 mars 2025 à 12h30.**

Article 11.2 : Présentation des plis

Pour la phase candidature, le dossier à remettre par les candidats comprendra les éléments suivants :

- une lettre de candidature précisant la consultation pour laquelle le candidat soumissionne, comprenant son identification, ses coordonnées postales et numériques, (modèle DC1 mis à jour du 01/04/2019),
- une déclaration du candidat, permettant de justifier de la capacité du candidat (modèle DC2 dans sa version mise à jour le 01/04/2019),

En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de DC2 joints que de membres du groupement.

Il est précisé que le candidat a la possibilité de remettre à l'appui de sa candidature, à la place des éléments précités, le formulaire DUME (Document Unique de Marché Européen), dûment complété.

Au titre de la capacité économique et financière : le montant du chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité des trois derniers exercices disponibles, et l'assurance contre les risques professionnels.

Au titre de la capacité professionnelle et technique :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché ;
- Une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Un descriptif de l'équipe dédiée au projet et proposée par les candidats et des qualifications de chaque membre de l'équipe (formations, expériences) de chacun pour les différentes compétences ;
- La présentation d'une liste d'un maximum de 10 références sur des prestations similaires à l'objet du marché effectuées au cours des six dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé, la surface de l'espace d'exposition et une sélection des photographies. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les prestations en référence doivent être détaillées par co/soustraitants et indiquer les projets réalisés en commun.

Les candidatures seront examinées afin de satisfaire à des niveaux de capacité professionnelle correspondant à des marchés similaires, tant par leur nature, leur importance, leur montant, leurs contraintes.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-11 et suivants du code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, financières et techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, financières et techniques d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas il justifiera des capacités (mêmes justificatifs professionnels, financiers ou techniques à fournir que ceux exigés des candidats) de ce ou ces opérateurs économiques et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché, en fournissant un engagement écrit du ou des opérateurs économiques.

Au titre de la démarche environnementale et sociale :

- Présentation de la démarche environnementale et sociale du groupement :
 - o Présentation des mesures sociales mises en œuvre,
 - o Présentation de la prise en compte de l'éco conception dans la conception et réalisation des projets avec exemples de réalisation pour des marchés similaires (dates, lieu et nature du projet, budget, photographies) datant de moins de 6 ans (5 projets maximum)

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire les documents justifiant qu'il n'est pas exclu de la procédure de passation des marchés publics suivant les dispositions mentionnées à l'article R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Les candidatures qui ne comportent pas ces éléments se verront rejetées sous réserve de la mise en œuvre de la faculté de régularisation prévue aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit, dans un délai qui lui sera notifié, les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou à l'article D8222-7 du Code du travail nouveau ainsi que les certificats et attestations des administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Il est rappelé aux candidats que toute fausse déclaration dans les documents remis est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende, conformément à l'article 441-1 du Code Pénal. Outre le rejet de la candidature, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de dénoncer toute anomalie constatée, ou de se porter partie civile le cas échéant.

ARTICLE 12 : CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES (PHASE 1)

Le jugement des candidatures est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique et selon les critères suivants :

1. régularité juridique (production de l'ensemble des pièces demandées et vérification de l'admission du candidat à concourir)
2. capacité économique et financière
3. capacité professionnelle et technique

Seules les candidatures présentant une régularité juridique, une capacité économique, financière, professionnelle et technique suffisantes seront retenues.

Les critères de jugement des candidatures sont les suivants :

Après vérification de la régularité de la candidature et de la capacité économique et financière des candidats, les critères suivants sont retenus :

- **Critère 1 : pertinence, esthétique et originalité des projets scénographiques proposés en référence notamment au regard du projet, objet du marché (pondéré à 60%) :**
Le candidat doit fournir une sélection d'un maximum de 10 projets de scénographies d'expositions temporaires/muséographies incluant la conception lumière, la conception graphique de la signalétique, et l'intégration des dispositifs audiovisuels récents (datant de moins de 6 ans) présentés dans une institution culturelle patrimoniale comme indiqué à l'article 11.2.
- **Critère 2 : constitution de l'équipe (pondéré à 30%) :**
L'équipe doit clairement identifier au minimum : un architecte-scénographe, un graphiste, un éclairagiste, et un expert en dispositifs de diffusion audiovisuelle ayant l'expérience de projet d'expositions temporaires / muséographiques dans des institutions culturelles.
- **Critère 3 : démarche environnementale et sociale (10%) :**
Analysée sur la base des éléments remis pour les mesures sociales mises en œuvre et la prise en compte de l'éco conception dans la conception et réalisation des projets avec des exemples de réalisation pour des marchés similaires (dates, lieu et nature du projet, budget, photographies) datant de moins de 6 ans (5 projets maximum).

ARTICLE 13 : VISITE OBLIGATOIRE LORS DE LA PHASE DE L'OFFRE (PHASE 2)

Compte tenu des interventions sur le site, la visite des lieux est obligatoire pour les trois candidatures appelées à faire une offre uniquement.

Une attestation de visite co-signée sera demandée pour toute réponse au marché.

La date de visite sera fixée et communiquée ultérieurement par le MnM, lors du lancement de la phase 2 de la consultation.

Le rendez-vous aura lieu à l'entrée administrative du MnM située de l'autre côté de l'entrée principale du Palais de Chaillot (17, place du Trocadéro et du 11 novembre 75016 Paris). Un plan d'accès détaillé sera transmis aux candidats avant la visite.

Les candidats devront informer, au minimum 48 heures avant la visite, de leur présence aux personnes suivantes :

- Madame Corinne PIGNON : c.pignon@musee-marine.fr
- Madame Chloé Lanier : c.lanier@musee-marine.fr

Chaque candidat devra être muni le jour de la visite d'une pièce d'identité en cours de validité, afin de permettre l'établissement d'un laissez-passer provisoire pour accéder au site. Au cours de cette visite du site, le représentant du pouvoir adjudicateur répondra à l'ensemble des questions écrites portant uniquement sur la compréhension du cahier des charges et sur les conditions de déroulement de la consultation.

À l'issue de cette visite, le candidat se verra remettre une attestation de visite des lieux signée qui devra être jointe à l'offre.

ARTICLE 14 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'OBTENTION (PHASE 2)

Les candidats sélectionnés en phase 1 admis à présenter une offre (au nombre maximum de 3) seront destinataires d'un dossier de consultation.

Article 14.1 : Eléments relatifs à l'offre

Pour la phase offre, le dossier à remettre par les candidats doit comprendre les documents suivants :

- l'acte d'engagement complété ;
- la Décomposition du Prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) complétée exhaustivement ;
- Une présentation du projet de scénographie pour l'exposition *Profondeurs* (titre provisoire) proposé par le candidat sur la base des éléments transmis par le MnM, mettant en avant les partis-pris et axes de développement choisis composé des éléments suivants :
 - Une note d'intention expliquant le(s) principe(s) scénographique(s) retenu(s) ;
 - Un plan général du parcours de l'exposition mettant en avant le principe scénographique retenu, les transitions et les axes de circulation entre les sections du parcours ;
 - Les plans, coupes et/ou élévations permettant d'appréhender le détail des principes scénographiques et graphiques retenus pour certaines sections du parcours de l'exposition;
 - Tout autre élément graphique / échantillon de matériaux permettant de mettre en exergue la proposition scénographique dans son ensemble ;
- Une note sur la démarche environnementale propre au projet (éléments existants repris à faire apparaître sur plans et dans note descriptive, utilisation du parc éclairage et audiovisuel du musée, choix de matériaux éco responsables etc.) ;
- Une note sur la méthodologie de travail proposée par le candidat pour permettre tout au long de l'exécution du marché un travail itératif entre le titulaire et le MnM ;
- Un budget détaillé par poste de travaux (agencement, peinture, mobilier, électricité-éclairage, matériel audiovisuel, soclage...) correspondant à l'enveloppe financière affectée aux travaux telle que définie au CCTP ;
- L'attestation de visite co-signée.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté, le candidat devra joindre (annexe à l'AE complétée ou formulaire DC4) :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les candidats n'ont pas besoin de signer les documents remis. Seul l'attributaire sera sollicité afin de signer les documents.

Article 14.2 : Modalités de remise des offres

La remise électronique des plis via la plateforme PLACE est obligatoire.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable de manière dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat.

À ce titre, la plateforme des achats de l'État – <https://www.marches-publics.gouv.fr> – mise à disposition par le musée national de la Marine, est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, les soumissionnaires ont notamment la possibilité :

- de retirer le dossier de consultation (DCE) dans son intégralité,
- de poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...), les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de consultation,
- d'envoyer son offre par voie électronique.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site. L'assistance téléphonique de la PLACE peut être jointe du lundi au vendredi au 01 76 64 74 07 de 9h00 à 19h00.

Par cette procédure, les candidats sont invités à remettre, au plus tard à la date limite fixée sur la première page du présent règlement de consultation, une candidature et une offre selon les modalités précisées à l'article 13.2 du présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.

Elles devront dans ce cas y parvenir avant la date et l'heure fixées en première page du présent document. L'expéditeur devra tenir compte des délais de téléchargement l'établissement public ne pouvant être tenu pour responsable des problèmes d'acheminement.

Article 14.3 : Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au 14 mai 2025 à 12h00.

Article 14.4 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 15 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Article 15.1 : Demandes de renseignements

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires, peuvent le faire **uniquement par courrier électronique** via la plateforme PLACE en s'adressant en temps utiles afin que le pouvoir adjudicateur puisse répondre **au plus tard 5 jours avant** la date limite de remise des offres.

Toute demande qui ne respecterait pas ces modalités et qui seraient adressée à nos services dans un délai inférieur à 5 jours avant la date limite de remise des offres ne sera pas traitée.

Article 15.2 : Modifications apportées au dossier de consultation

Le MnM se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 16 : CRITERES DE SELECTION (PHASE 2)

Article 16.1 : Critères de jugement des offres

16.1.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables

Conformément aux dispositions des articles L.2152-1 à L.2152-4 du Code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières, et inacceptables sont écartées. Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché.

Les candidats doivent renseigner chaque ligne de la D.P.G.F.

Toute absence de réponse devra être justifiée. A défaut de justification recevable, l'offre sera déclarée irrégulière.

16.1.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique, les offres anormalement basses sont écartées lorsque les prix ou les coûts ne sont pas justifiés par le candidat à l'issue des précisions complémentaires exigées le cas échéant par le Pouvoir Adjudicateur.

Article 16.2 : Comparaison pour la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

L'offre économiquement la plus avantageuse est déterminée, en fonction des critères pondérés suivants :

- **Critère 1 : prix (40 %)** : analysé sur la base du montant total TTC de la DPGF.
- **Critère 2 : valeur technique de l'offre (50 %)** : analysée sur la base du dossier remis (références, note d'intention expliquant le(s) principe(s) scénographique(s) retenu(s) ; plan général du parcours de l'exposition mettant en avant le principe scénographique retenu, les transitions et les axes de circulation entre les sections du parcours ; les plans, coupes et/ou élévations permettant d'appréhender le détail des principes scénographiques et graphiques retenus pour

une section spécifique du parcours de l'exposition ; tout autre élément graphique / échantillon de matériaux permettant de mettre en exergue la proposition scénographique dans son ensemble) ; de la note sur la méthodologie de travail proposée par le titulaire pour permettre tout au long de l'exécution du marché un travail itératif entre le titulaire et le MnM ; du budget détaillé par poste de travaux (agencement, peinture, mobilier, électricité-éclairage, matériel audiovisuel, soclage...) correspondant à l'enveloppe financière affectée aux travaux telle que définie au CCTP .

- **Critère 3 : démarche environnementale et sociale (10 %)** : analysée sur la base des éléments remis pour les mesures sociales mises en œuvre et la prise en compte de l'éco conception dans la conception et réalisation des projets avec des exemples de réalisation pour des marchés similaires (dates, lieu et nature du projet, budget, photographies) datant de moins de 6 ans (5 projets maximum) ; ainsi que sur la note sur la démarche environnementale propre au projet (éléments existants repris à faire apparaître sur plans et dans note descriptive, utilisation du parc éclairage et audiovisuel du musée, choix de matériaux éco responsables etc.).

ARTICLE 17 : VERSEMENT D'UNE PRIME

Une prime d'un montant forfaitaire de 1 500 € TTC (mille cinq cent euros Toutes Taxes Comprises) est allouée au lauréat ainsi qu'aux deux candidats non retenus à l'issue de la phase 2 et ayant remis les éléments conformes au règlement de la consultation.

Le montant est non actualisable et non révisable.

Seuls les candidats ayant déposé une offre recevable (ni irrégulière, ni inacceptable, ni inappropriée) sont admissibles au versement de la prime.

Après la notification de la décision du pouvoir adjudicateur, la prime sera versée à chaque équipe candidate non retenue au plus tard dans les 60 jours à compter du dépôt de la facture correspondante sur le portail Chorus Pro.

Pour les candidats non retenus, la prime vaudra solde de tout compte.

Pour le lauréat de la consultation, sa rémunération tiendra compte de la prime qu'il aura reçue pour sa participation à la consultation. La prime sera défalquée des honoraires du titulaire.

ARTICLE 18 : CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

En application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, et en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, le Titulaire ou chaque membre du groupement le cas échéant devra transmettre les documents suivants (uniquement en cas d'attribution du marché et pas au stade de la remise des offres).

Tous les documents visés au présent article doivent être déposés sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à disposition gratuitement par le Pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Le choix du mode de transmission est global. Les documents ne seront donc pas pris en compte s'ils sont

transmis sur support papier.

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur cette plateforme, il peut se connecter avec ses identifiants habituels. Dans le cas contraire, le candidat devra obligatoirement se créer un compte sur cette plateforme en ligne.

A ce titre, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants après avoir renseigné deux adresses mails valides dans le document intitulé « Coordonnées du candidat pour e-Attestations ».

A défaut de déposer ces éléments sur la plateforme e-Attestations dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la lettre l'informant de l'attribution envisagée, l'offre du candidat est rejetée. Le candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne pourra alors être sollicité pour produire les documents nécessaires, en vue de lui attribuer le marché.

Protection des données à caractère personnel : E-Attestations.com s'engage à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données qui lui seraient communiquées ou auxquelles elle pourrait accéder.

Liste des justificatifs à fournir :

1^o Dans tous les cas :

- a) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- c) Une attestation d'assurance décennale et de responsabilité civile, le cas échéant.
- d) Un certificat délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du Code du Travail.
- e) pouvoir du signataire (permettant de relier le signataire à une personne figurant sur le K-bis ou équivalent le cas échéant), et :
 - a. habilitation du mandataire signée par les cotraitants (le cas échéant),
 - b. copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant)

2^o L'un des documents suivants :

Lorsque l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3° Si le candidat emploie des salariés étrangers :

La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en application de l'article D8254-2 du code du travail.

4° Si le titulaire détache un ou plusieurs salariés pour l'exécution du marché (loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale) :

- une copie de la déclaration, préalablement au détachement, adressée à l'inspection du travail, du lieu où débute la prestation.
- un document attestant de la désignation d'un représentant de l'entreprise sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle (inspecteurs et contrôleurs du travail) pendant la durée de la prestation.

Toutes les pièces devront être envoyées par courrier au Musée national de la Marine et déposées dans le même temps sur la plateforme dématérialisée www.e-attestations.com (sauf pouvoir du signataire et habilitation du mandataire), partenaire du Musée national de la Marine dans la production par ses fournisseurs des justificatifs sociaux et fiscaux.

En cas de défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, ou d'une incapacité juridique qui apparaîtrait au stade de l'attribution, le pouvoir adjudicateur sollicite alors du candidat arrivé le suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 19 : TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la passation, l'exécution et la gestion financière des marchés du musée national de la Marine. Leur durée de conservation, liée à la procédure de consultation, est soumise aux règles d'archivage des dossiers des marchés publics.

Les destinataires des données sont les services du musée national de la Marine chargés de la passation, de l'exécution et de la gestion financière des marchés publics.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, le candidat dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit à l'effacement, d'un droit à la limitation du traitement ainsi qu'un droit à la portabilité de ses données. Toute personne qui souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations la concernant, peut adresser une demande accompagnée d'une copie de sa pièce d'identité au Délégué à la Protection des Données.

Les coordonnées du délégué à la protection des données du musée national de la Marine sont :
dpo@musee-marine.fr et dpd@musee-marine.fr

ARTICLE 20 : ABANDON DE PROCEDURE

Le MnM se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation, selon les modalités des articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du code de la commande publique ou pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.